



JEAN FRANCOIS-PONCET

Ancien secrétaire général de l'Elysée, ancien ministre des Affaires étrangères, sénateur du Tarn-et-Garonne

Mercredi 5 novembre 2008, 20 h 00



Club de réflexion

SOMMAIRE

Introduction	3
Notre invité	3
Son parcours	4
1.1 Sa vie	4
La présidence de la République sous Nicolas Sarkozy	6
1.2 Organisation de l'Elysée	6
1.3 La présidence de l'Union européenne	7
1.4 La crise financière	7
Photographies de la soirée	9

INTRODUCTION

Le club de réflexion **STRATEGIES FRANCAISES**, fondé en 1994, cherche à rendre la République aux citoyens, c'est-à-dire faciliter l'appropriation des sujets de société par les citoyens à l'occasion de rencontres et débats avec les acteurs et les penseurs de notre temps.

L'ambition d'un tel projet s'appuie notamment sur :

- Le choix de recevoir, de dialoguer, de confronter ses idées avec toutes les tendances de la vie politique française voire internationale, sans esprit partisan,
- La passion pour le destin de la France, dans le monde, dans l'Histoire, dans une perspective d'avenir,
- Le goût pour les rencontres inédites et l'échange public.

NOTRE INVITE

Jean FRANCOIS-PONCET, né le 8 décembre 1928 à Paris, est un diplomate et un homme politique français. Il est le fils d'André François-Poncet. Après des études en droit et en économie, ainsi qu'un passage à l'ENA, il devient secrétaire d'ambassade en 1955. Il participe à l'élaboration du traité de Rome en 1957. En 1970, il quitte la diplomatie pour intégrer la direction de Carnaud SA, leader français de l'emballage alimentaire.

Il est nommé secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans le ministère de Jean Sauvagnargues en janvier 1976, puis devient secrétaire général de la présidence de la République jusqu'au 29 novembre 1978 où il est nommé ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Raymond Barre, qu'il quitte avec l'alternance le 13 mai 1981.

Il est élu sénateur en 1983, puis est réélu en 1992 et 2001, et siège d'abord dans le groupe du Rassemblement Démocratique et Européen (RDE) puis dans le groupe UMP. Il a également été président du Conseil général de Lot-et-Garonne de 1978 à 1994 et de 1998 à 2004

Il a été président du Mouvement Européen-France en 1991.

Il a épousé Marie-Thérèse de Mitry, sœur de Mme François Missoffe mère de Françoise de Panafieu, née Hélène de Mitry.

Élu sénateur en 1983, il est réélu en 1992 et en 2001. Il siège d'abord dans le groupe du Rassemblement Démocratique et Européen (RDE) puis dans le groupe UMP.

SON PARCOURS

1.1 Sa vie

- De Berlin au Lot-et-Garonne, les Mémoires de Jean François-Poncet entraînent le lecteur à travers sept décennies d'histoire européenne. A 5 ans, le petit Jean sautait sur les genoux de Goering. Son père, André François-Poncet, était ambassadeur de France dans l'Allemagne nazie. Il retournera outre-Rhin après la guerre comme haut-commissaire puis ambassadeur en République fédérale d'Allemagne. Cette familiarité avec nos voisins de l'Est habite aussi le fils.



Goering avec Hitler

- Européen convaincu, Jean François-Poncet a consacré l'essentiel de sa carrière politique à promouvoir une cause que les dirigeants français n'ont pas toujours épousée avec une passion égale. Il entre au ministère des affaires étrangères au lendemain de l'échec de la Communauté européenne de défense, au cabinet d'un autre artisan de l'intégration communautaire, Maurice Faure. La calamiteuse expédition de Suez favorise une relance de la coopération franco-allemande. Une condition essentielle, pour Jean François-Poncet, de l'aventure européenne. "Ce qui caractérise le mieux les relations franco-allemandes dans la durée, écrit-il, n'est pas leur constante harmonie, mais leur résistance aux chocs, leur étonnante aptitude à la guérison, leur constante adaptation aux évolutions de l'environnement international, leur caractère insubmersible."



Maurice Faure

- Elles le montreront au moment de la réunification. Jean François-Poncet est critique vis-à-vis de l'attitude pour le moins tiède adoptée alors par le président de la République. Il croit que François Mitterrand manifesterait plus tard des regrets par sa volonté même de se justifier.
- Mis à part quelques réserves, le livre est à l'image de l'auteur, policé et aimable, bref diplomatique. Secrétaire général de l'Elysée après un passage dans le secteur privé, puis ministre des affaires étrangères, François-Poncet sert fidèlement la diplomatie de Valéry Giscard d'Estaing. Il reconnaît cependant avoir été en désaccord avec la politique soviétique du chef de l'Etat après l'invasion de l'Afghanistan. Giscard, explique-t-il, croyait à la vertu des relations personnelles entre hauts dirigeants. Il faisait confiance à Brejnev et ne pensait pas que l'URSS fût animée d'une volonté d'expansion. Le 19 mai 1980, en ayant mis seulement quelques personnes dans la confidence - même l'ambassadeur de France à Moscou est tenu à l'écart -, il va à Varsovie rencontrer Brejnev, qui lui fait miroiter un retrait des forces soviétiques d'Afghanistan. Giscard relatera la bonne, et fautive, nouvelle auprès de ses pairs occidentaux.



Giscard et Brejnev

- Jean François-Poncet l'admet : "En allant à Varsovie, nous donnions le sentiment de diviser l'Occident, donc de l'affaiblir, alors que le moment me paraissait venu d'afficher son unité et sa détermination." Au plan intérieur, Giscard livra des munitions à son adversaire socialiste : "Il est probable (que la rencontre de Varsovie) desservit le président", écrit-il avec le sens de la litote.
- Après avoir quitté le Quai d'Orsay, Jean François-Poncet reprend du service en faveur de la cause européenne. Président du Mouvement européen, il brave les clivages politiques en organisant des réunions communes aux centristes et aux socialistes pour défendre le traité de Maastricht pendant la campagne du référendum de 1992.
- Il se souvient, non sans malice, "de l'éloquent plaidoyer" de Laurent Fabius pour la monnaie unique et l'Union européenne : "Lorsque le même ténor du Parti socialiste fit, quinze ans plus tard, une campagne ardente contre le traité constitutionnel, les bras m'en tombèrent", ajoute-t-il, avant de lâcher un verdict sans appel : "Ce faisant, Laurent Fabius perdit dans la manœuvre la crédibilité nécessaire à la poursuite d'une grande carrière politique." Tout se passe comme si la courtoisie de Jean François-Poncet cédait face à ceux qui mettent en danger sa chère Europe.

LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE SOUS NICOLAS SARKOZY

1.2 Organisation de l'Elysée

☑ SECRETARIAT GENERAL DE LA PRESIDENCE



Claude Guéant

- Nommé préfet de la région Franche-Comté et du Doubs en 1998, et préfet de la région Bretagne, de la zone de défense Ouest, et d'Ille-et-Vilaine en 2000.
- Il devient le directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, de 2002 à 2004 puis de juin 2005 à mars 2007 au ministère de l'Intérieur et en 2004 au ministère des Finances. Il est, lors de la présidentielle en 2007, directeur de campagne de Nicolas Sarkozy.
- Une fois élu, ce dernier le nomme, le 16 mai 2007, secrétaire général de l'Élysée. Le pouvoir important qu'il a auprès du président de la République, lui vaut les surnoms de « cardinal, Premier ministre bis, vice-président » ou « vice-roi ».

☑ CONSEILLER SPECIAL



Henri Guaino

☑ DIRECTEUR DE CABINET



Christian Frémont

1.3 La présidence de l'Union européenne

- Les priorités :
- Le Président de la République et le Premier ministre ont identifié quatre domaines prioritaires que la France souhaite voir pris en compte. Il s'agit de l'immigration, de l'énergie et de l'environnement, de la politique européenne de la défense et de la Politique agricole commune. A ces quatre priorités s'ajoute le projet d'Union pour la Méditerranée, défendu et porté par la France qui sera lancé officiellement le 13 juillet, lors d'un sommet à Paris. (http://www.dailymotion.com/video/x5lboj_1-henri-guaino_news)
- La gestion globale et concertée des migrations
- La politique de l'énergie et du développement durable
- L'Europe de la défense
- Bilan de santé et avenir de la Politique Agricole Commune

1.4 La crise financière

Comment la crise a-t-elle démarré?

- Aux Etats-Unis, avec l'emballement de l'immobilier. Après le 11 septembre 2001, la Banque centrale américaine (FED) a baissé ses taux de 6,5% à 1% afin de doper l'économie, rendant par là même le crédit moins cher. Les établissements de crédits et banques se sont alors lancés dans une activité immobilière frénétique, faisant exploser les prix. De surcroît, les prêts consentis étaient souvent très risqués par rapport à la solvabilité des emprunteurs (les fameux «subprimes»). Ce phénomène a pris une dimension financière quand ces emprunts ont été transformés en titres financiers et revendus à des investisseurs, attirés par leur rendement. Avec la hausse des taux de la FED, les ménages, qui souscrivent majoritairement des prêts à taux variables, ont été pris à la gorge. Tandis que leurs mensualités augmentaient, les défauts de paiement ont bondi et ceux qui avaient acheté les produits financiers basés sur ces emprunts ont perdu leur argent.

Pourquoi est-ce une crise mondiale?

- Les banques de la planète sont interdépendantes parce qu'elles se prêtent de l'argent, investissent les unes chez les autres et dans les mêmes fonds. Les produits financiers basés sur les crédits immobiliers américains ont circulé dans les portefeuilles des banques et fonds d'investissements du monde entier sans que les risques ou même la nature réelle des produits soient vraiment connus. Concoctés par des génies de l'ingénierie financière, ils ont été mal évalués par les agences de notation, qui garantissaient qu'ils étaient sûrs.

Que risquent les banques françaises?

- Depuis un an, la crise des «subprimes» leur a coûté 18 milliards d'euros. Après la déroute de Lehman Brothers, Bercy a évoqué des répercussions «limitées». Pourtant, la banque américaine doit à ses homologues français près de 4 milliards d'euros. Celles qui ont prêté le plus d'argent à leur consoeur, sans garantie et donc sans espoir de recouvrement, sont BNP Paribas (405 millions d'euros), la Société générale (479 millions d'euros), le Crédit agricole (270 millions d'euros) et Dexia (350 millions d'euros).

Quel est l'impact sur les entreprises?

- Les banques rechignent à prêter. Des milliers de PME sont au bord de la faillite, selon le Cerf, une fédération qui les représente. Et celle-ci juge «très insuffisante pour faire face à la crise» les 30 milliards d'euros prévus par les ministres européens des Finances pour les aider sur quatre ans. La patronne des patrons, Laurence Parisot, redoute « beaucoup, beaucoup de répercussions sur l'investissement » des entreprises.

Quel est l'impact sur les ménages?

- Leur pouvoir d'achat est en jeu. Déjà, l'emploi pâtirait d'un ralentissement de la croissance mondiale et d'une baisse de la production des entreprises. Mais les ménages subissent aussi le «resserrement» du crédit. Les conditions exceptionnelles de ces dernières années dans l'immobilier (financement à 100% sans apport, sur plus de vingt-cinq ans, prêts relais importants) sont révolues. Mais les prix restent encore très élevés, le nombre de transactions a chuté dans le neuf comme dans l'ancien. Les grandes villes restent chères, tandis que certaines régions commencent à enregistrer de nettes baisses. Reste qu'en France, contrairement aux Etats-Unis, un prêt est toujours consenti en fonction des ressources, et les taux fixes sont largement majoritaires. Les spécialistes écartent donc le scénario d'une bulle.

Que font les autorités financières ?

- Les banques centrales jouent les pompiers en prêtant quotidiennement des milliards de dollars aux banques pour équilibrer leurs opérations à court terme. Elles disposent aussi d'un autre levier : le taux d'intérêt. Pour l'heure, ni la Banque centrale européenne ni la FED n'ont opté pour une baisse, craignant de relancer l'inflation et les excès immobiliers. Enfin, les gendarmes des marchés s'interrogent sur la nécessité de réguler les produits financiers et les acteurs du secteur, comme les agences de notation.

PHOTOGRAPHIES DE LA SOIREE





